

**Protocole d'accord entre le Ministre de la Défense, la Ministre de l'Intérieur et la  
Ministre de la Justice relatif à l'appui fourni par la Défense au Service Public Fédéral  
Justice et aux autorités judiciaires d'une part, et au Service Public Fédéral Intérieur,  
d'autre part, dans le cadre de la destruction de munitions de petit calibre, autorisée  
par décision judiciaire**

---

Vu la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés ;

Vu la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des Forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, notamment l'article 3 ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un Service de Police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 43, 111 et 113 ;

Vu la loi-programme du 2 août 2002, notamment l'article 151 relatif aux prestations pour tiers faites par les Forces armées ;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs ;

Vu l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention ;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, notamment les articles 4 et 5 ;

Considérant le Protocole d'accord du 30 janvier 2003 entre le Ministre de la Défense et le Ministre de l'Intérieur, relatif à l'appui de la Défense aux opérations du Service de Police Intégré ;

Considérant le Protocole d'accord du 4 avril 2007 entre le Ministre de la Défense et le Ministre de l'Intérieur relative à la collaboration et l'appui réciproque entre le Service de Police Intégré et la Défense dans le domaine de l'appui non-opérationnel.

Considérant le Protocole d'accord du 30 juin 2014 entre le Ministre de la Défense, la Ministre de l'Intérieur et la Ministre de la Justice, relatif aux interventions du service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs sur le territoire national ;

Vu les avis des inspecteurs des finances de la Défense donné le 05 août 2014, du SPF Intérieur donné le 10 juin 2014 et du SPF Justice donné le 29 avril 2014;

Considérant que la Défense, par les interventions du Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs (SEDEE) est régulièrement appelée à exécuter des prestations d'aide à la Nation;

Considérant que les interventions du SEDEE dans le cadre du terrorisme à caractère chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN terrorisme) ne sont pas couvertes par le présent protocole d'accord et font l'objet du plan d'urgence national CBRN du 15 mars 2010 ;

Considérant que le présent protocole d'accord est conclu afin de définir les attributions et compétences de chacune des parties ;

Le Ministre de la Défense, la Ministre de l'Intérieur et la Ministre de la Justice, ci-après ensemble désignés « les parties », ont convenu ce qui suit :

### Article 1 : Objet du présent protocole d'accord

Le présent protocole d'accord est établi aux fins de :

1.1 - permettre que des munitions modernes de petit calibre stables SAA<sup>1</sup> (ci-après dénommées « munitions ») devant être détruites par décision judiciaire et actuellement stockées dans les greffes des tribunaux soient triées, dénombrées, conditionnées, transportées et livrées au dépôt militaire de Zutendaal par les services du SEDEE.

- permettre un stockage temporaire, au sein du dépôt militaire de Zutendaal, de ces munitions de petit calibre pour la destruction ;

1.2 - permettre que des munitions modernes de petit calibre remises volontairement aux bureaux de Police et n'entraînant pas de poursuite judiciaire soient triées, dénombrées, conditionnées, transportées et livrées au dépôt militaire de Zutendaal par les services du SEDEE.

- permettre un stockage temporaire, au sein du dépôt militaire de Zutendaal, de ces munitions de petit calibre pour la destruction ;

1.3 permettre la destruction de ces munitions par l'intermédiaire de la Défense, sans qu'un coût supplémentaire ne soit facturé en fonction de la méthode choisie.

### Article 2 : Domain d'application

Le présent protocole est d'application sur le territoire national

### Article 3 : Tri, dénombrement, conditionnement, livraison, réception et destruction

3.1 Les munitions qui font l'objet du présent protocole trouvent leur origine dans deux domaines. D'une part les munitions confisquées par décision judiciaire, qui sont stockées temporairement dans les greffes des tribunaux, d'autre part les munitions stockées temporairement dans les bureaux de Police et qui sont remises volontairement sans conséquence judiciaire.

3.2 Lorsqu'un greffe ou la Police Fédérale<sup>2</sup> exprimera le besoin de se défaire de ces munitions, le SEDEE sera averti avec le formulaire de demande d'intervention (voir annexe A) et une date sera convenue afin de procéder au tri, dénombrement et conditionnement des munitions. Une fois ces opérations terminées, le SEDEE délivrera, avant transport, un document de remise-reprise des munitions à détruire (en annexe A) à l'autorité requérante.

3.3 Le tri consiste à regrouper les munitions par calibre et à détecter les munitions instables. Le dénombrement est le décompte, par catégorie de munitions, de la quantité de munitions (le poids brut en Kg), à prendre en charge par le SEDEE. Le conditionnement doit notamment confirmer la compatibilité au stockage temporaire et au transport des munitions à traiter.

3.4 Les munitions seront amenées triées, dénombrées et conditionnées par les services compétents du SEDEE au dépôt militaire de Zutendaal.

3.5 Le transport des munitions triées, vers le dépôt militaire de Zutendaal, sera organisé par le SEDEE et effectué par les services compétents de la Défense dans le respect de la législation ADR et en coordination avec le dépôt de Zutendaal.

3.6 Ces munitions seront temporairement stockées au dépôt militaire de Zutendaal et détruites dans les meilleurs délais, aux frais et sous la responsabilité du SPF Justice ou du SPF Intérieur. Aux fins de prouver la destruction des munitions, un Certificat de destruction

<sup>1</sup> SAA (Small Arms Ammunition) : les munitions de petit calibre sont définies comme toutes munitions encartouchées employées pour le tir de projectiles expulsés du canon d'une arme sous l'action des gaz produits par la combustion d'une poudre propulsive contenue dans la cartouche. La gamme de calibres visés ne dépasse pas le calibre 12,7 mm et est applicable aux munitions employées à des fins civiles et militaires

<sup>2</sup> Les munitions récupérées dans les bureaux de Police, sont rassemblées par la Police Fédérale.

des munitions délivré par la Défense sera envoyée aux greffes ou au SPF Intérieur (via son point de contact pour la facturation).

3.7 En cas de danger immédiat pour la sécurité publique, le SEDEE effectuera le transport des munitions saisies vers une zone de destruction, déterminée en collaboration étroite avec les services de Police, dans les environs proches du lieu de stockage initial.

#### Article 4 : Stockage

4.1 En fonction de la place disponible, la Défense organisera le stockage temporaire des munitions, dans les installations du dépôt militaire de Zutendaal, avant destruction de celles-ci en respectant les exigences techniques, les mesures de sécurité et les procédures en vigueur à la Défense relatives au stockage et au conditionnement de munitions. Les munitions seront stockées en respectant les normes militaires (AASTP-1).

#### Article 5: Dispositions financières

5.1 Toutes les prestations de la Défense prévues dans le présent protocole seront effectuées selon les principes et règles applicables aux prestations pour tiers et seront rétribuées par le SPF Justice ou le SPF Intérieur, à charge de son budget.

5.2 Ces prestations seront facturées sur base trimestrielle. Ces factures se fonderont sur un coût forfaitaire de quatre euro le kilogramme.

5.3 Ce montant sera actualisé par la Défense sur base des coûts standards et la Défense mettra les points de contact des SPF respectifs au courant.

5.4 Le SPF Justice et les autorités judiciaires ou le SPF Intérieur veillera à ce que ces factures soient payées endéans les soixante jours qui suivent leur réception.

5.5 Les factures seront envoyées à l'adresse de facturation spécifiée (voir Annexe A)<sup>3</sup>.

#### Article 6 : Responsabilité pour la gestion

6.1 La gestion des munitions stockées dans les greffes ou les bureaux de Police est une responsabilité des services compétents de la Justice et de l'Intérieur. L'enlèvement et la destruction se feront après l'accord des autorités judiciaires ou, en cas d'abandon volontaire, de la Police (déclaration d'accord d'enlèvement et destruction des munitions : voir annexe A §2). Dès ce moment la gestion est transférée à la Défense.

#### Article 7 : Responsabilité civile

7.1 La responsabilité civile pour les dommages causés aux munitions et ceux causés par les munitions est supportée par la partie responsable de la gestion au moment du dommage, sauf, le cas échéant, le recours contre les tiers responsables.

7.2 Les dispositions statutaires concernant l'indemnisation du personnel de chacune des trois parties sont d'application tant pour les dommages que les membres du personnel subissent (dommages corporels ou matériels) que pour ceux qu'ils causent (responsabilité civile envers des tiers) lors de l'exécution du présent protocole (articles 2 et 3 de la loi du 10 février 2003 concernant la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques ; arrêté royal du 16 mars 2006 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certains services publics et à l'indemnisation des dommages aux biens, encourus par eux ; articles 91 à 99 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel de la Défense).

#### Article 8 : Points de contact

La liste des points de contact est repris en annexe C.

<sup>3</sup> Après paiement la Police Fédérale transmettra la facture vers la Police locale concernée.

### Article 9 : Litiges

9.1 Les litiges concernant l'interprétation et l'application du présent protocole seront réglés par concertation entre les points de contact des parties concernées.

9.2 Lors de litiges concernant les coûts calculés par la Défense, les points de contact des parties concernées se concerteront afin de résoudre le litige.

9.3 En cas de litiges concernant la responsabilité des parties, suite à des dommages causés à des tiers et/ou concernant le règlement de ces dommages, les points de contact des parties concernées se concerteront afin de résoudre le litige.

Si les points de contact ne parviennent pas à trouver une solution, le dossier sera transmis aux Ministres respectifs.

### Article 10 : Application dans le temps

10.1 Le présent protocole est conclu pour une durée indéterminée.

10.2 Chacune des parties au présent protocole peut à tout moment y mettre fin, par écrit, moyennant un préavis de six mois.

### Article 11 : Modifications


11.1 Le présent protocole peut être modifié de commun accord des trois parties.

11.2 En cas de non-respect des éléments essentiels du protocole, celui-ci peut être entièrement ou partiellement suspendu (par exemple : non paiement de facture, ...)

11.2 Les annexes au présent protocole peuvent être modifiées en concertation avec les points de contact concernés.

Le présent protocole entre en vigueur le 23.12.2014.....

Fait à Bruxelles le 23.12.2014... en trois exemplaires originaux, chacun étant établi en français et en néerlandais.



Jan JAMBON  
Vice-Première Ministre et  
Ministre de l'Intérieur



Steven VANDEPUT  
Ministre de la Défense



Koen GEENS  
Ministre de la Justice

### LISTE DES ANNEXES

Annexe A: Demande enlèvement de SAA

Annexe B: Procédure enlèvement SAA

Annexe C: Liste des points de contact



## Demande enlèvement SAA (Munitions petites armes) pour Services Publics

Au Commandant du Service d'Enlèvement et de Destruction des Engins Explosifs  
Naamsesteenweg 100, 3053 Oud-Heverlee / Tel: 016/406166 / Fax:02/4439764 / E-mail: DOVO-SEDEE@mil.be

### 1. Données contact

Nom Demandeur	
Fonction	
Rue + N°	
Commune/ville	
Tel/Fax/ e-mail	

### Place d'enlèvement

Service	
Rue + N°	
Commune/ville	
Personne de contact	
Tel/ Fax/e-mail	

### 2. Déclaration d'accord d'enlèvement et de destruction

Le soussigné demande l'enlèvement et la destruction des SAA avec les caractéristiques ci-dessous et se déclare être mandaté pour donner son accord en ce qui concerne l'exécution de la prestation :

Poids brut estimé en Kg	
Référence dossier N° (annexe éventuelle)	
Déclaration: « Peut être détruit »	

- Les munitions sont séparées des feux d'artifice, sprays ou autres engins.
- La facturation se basera sur le poids brut exact qui sera déterminé dans les installations du SEDEE.
- Le bon de commande de la Justice (voir appendix) sera ajouté à la demande en sera renvoyé avec la facture mentionnant le poids brut exact par dossier.

Signature pour accord concernant l'exécution de la prestation  
(Nom / Prénom / Fonction / N° Tf)

### 3. Déclaration d'accord de paiement en fonction du poids brut exact

Le demandeur marque son accord en ce qui concerne le paiement de la prestation, à savoir un prix forfaitaire de 4,00 Euro / Kg de munitions enlevées et détruites.

Adresse de facturation :

Signature pour accord concernant le paiement de la prestation  
(Nom / Prénom / Fonction / N° Tf)

### 4. A remplir par le SEDEE

Accord avec le poids estimé et "pour réception" des munitions décrites ci-dessus.	Nom Grade Signature
Total du poids brut exact en Kg / Montant total (Euro)	Nom Grade Signature
Numéro de la demande	

**Bon de commande pour l'enlèvement de SAA (munitions petits calibre) sur demande des autorités judiciaires (appendix au formulaire de demande d'enlèvement Annexe A du protocole)**

Au Commandant du Service d'Enlèvement et de Destruction des Engins Explosifs  
Naamsesteenweg 100, 3053 Oud-Heverlee / Tel: 016/406166 / Fax:02/4439764 / E-mail: [DOVO-SEDEE@mil.be](mailto:DOVO-SEDEE@mil.be)

1. Données contact de l'entité judiciaire demandeur

Nom juridiction	
Nom greffier en chef	
Rue + N°	
Commune/Ville	
Tel/Fax/ e-mail	

2. Déclaration d'accord d'enlèvement et de destruction

Le soussigné demande l'enlèvement et la destruction des SAA avec les caractéristiques ci-dessous et se déclare être mandaté pour donner son accord en ce qui concerne l'exécution de la prestation:

Détail de la prestation en vue d'allocation au dossier (éventuellement une liste en annexe)	Numéro du dossier et ou numéro de notule	Magistrat/gestionnaire de dossier compétent	Poids brut estimé en Kg/dossier	Prix estimé par dossier (nombre Kg x 4€)	Poids brut exact détruit (à remplir par SEDEE)
1 (dossier)					
2					
3					
....					
<b>totale</b>					

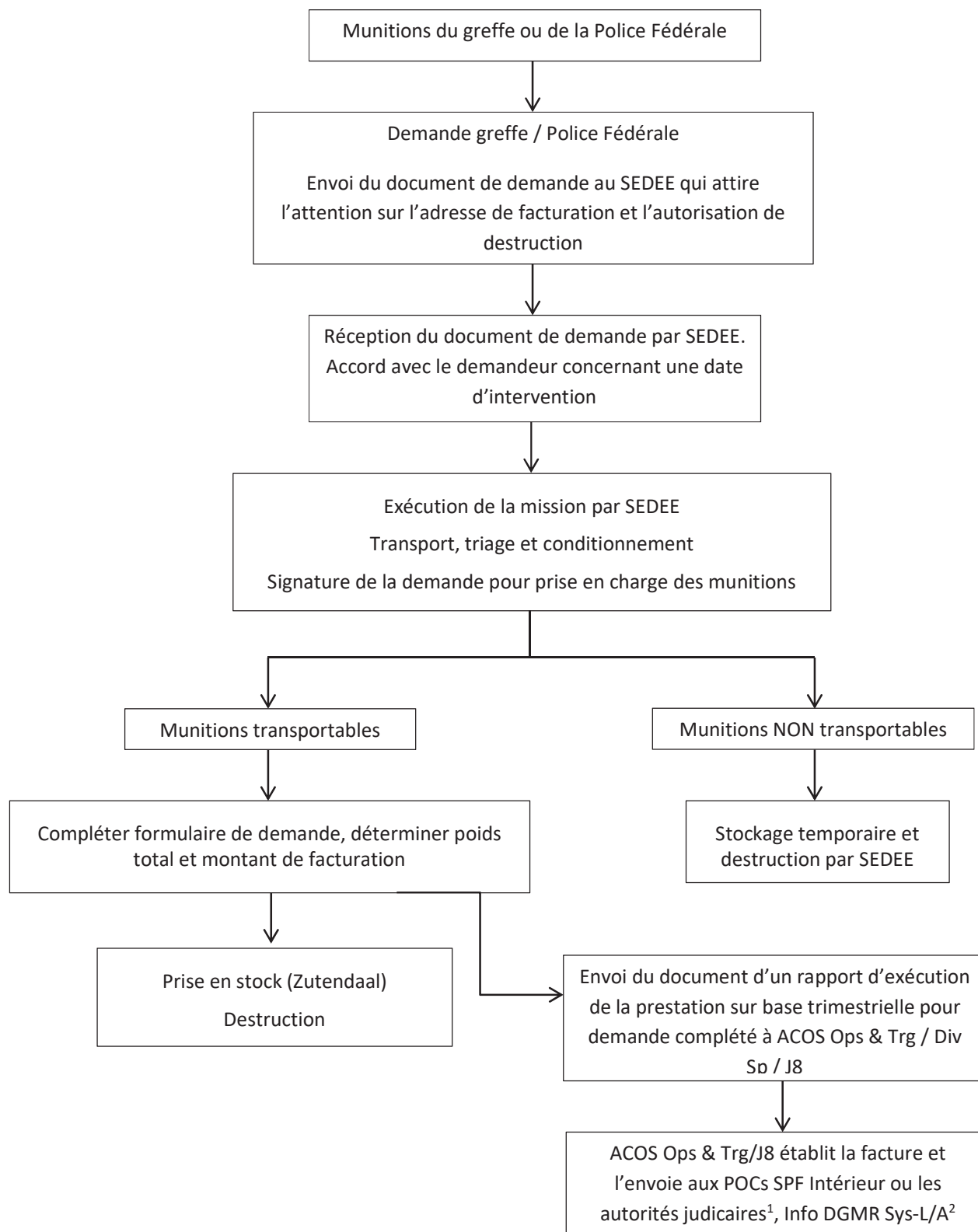
- Les munitions sont séparées des feux d'artifice, sprays ou autres engins.
- La facturation se basera sur le poids brut exact qui sera déterminé dans les installations du SEDEE.
- Le bon de commande de la Justice qui fait l'objet de l'annexe du formulaire de demande (annexe A du protocole), sera renvoyé avec la facture mentionnant le poids brut exact par dossier.
- Le demandeur marque son accord en ce qui concerne le paiement de la prestation, à savoir un prix forfaitaire de 4,00 Euro / Kg de munitions enlevées et détruites.

Signature pour accord concernant l'exécution de la prestation et le paiement  
(Nom / Prénom / Fonction / N° Tf)

Adresse de facturation de l'entité judiciaire :

## Procédure enlèvement SAA

### Demande dans le cadre du présent Protocole



<sup>1</sup> En cas de rappel vers SPF Justice.

<sup>2</sup> Le service responsable de la gestion des munitions réglementaires.

## Liste des points de contact

8.1 Les points de contact pour la Défense pour ce qui concerne le stockage, le dénombrement, le conditionnement, la livraison et le transport par le SEDEE vers le dépôt de munition militaire de Zutendaal sont:

### 8.1.1 pour la Défense:

#### 8.1.1.1 Organisation générale:

Département d'Etat-major Opérations et Entraînement  
Division Plans/Section SME Sp/SME EOD Diving  
Quartier Reine Elisabeth  
Rue d'Evere, 1  
1140 BRUXELLES  
Tel: 02/441.70.70

#### 8.1.1.2 Exécution de la mission:

DOVO, Quartier Meerdaal  
Chaussée de Namur 100  
3053 Oud-Heverlee  
Tel Permanence nationale: 016/40.61.66  
Fax: 02/4439764  
E-mail: [DOVO-SEDEE@mil.be](mailto:DOVO-SEDEE@mil.be)

### 8.1.2 pour la Justice

Les greffes des tribunaux de première instance.

### 8.1.3 pour l'Intérieur:

Police Fédérale  
Direction de la logistique  
DLSupport/CCME  
Section armement  
Avenue de la couronne 145A  
1050 Bruxelles  
Tel : 02/642.69.76

8.2 Les points de contact pour les règlements d'organisation seront assurés par:

### 8.2.1 pour la Défense:

Département d'Etat-major Opérations et Entraînement  
Division Support/Budget et Finances  
Quartier Reine Elisabeth  
Rue d'Evere, 1  
1140 BRUXELLES  
Tel: 02/441.71.27



## 8.2.2 pour la Justice:

Direction générale de l'Organisation Judiciaire  
Service Frais de Justice  
Boulevard de Waterloo 115  
1000 Bruxelles  
Tf. : 02/552.27.23  
Fax : 02/552.27.76

## 8.2.3 pour l'Intérieur:

Police Fédérale  
Directeur de la logistique  
DLCoord/FLB Uniform  
Avenue de la couronne 145A  
1050 Bruxelles  
Tel : 02/554.43.73

8.3 Les points de contact pour l'envoi des facturations (réception et transmission pour paiement) seront assurés par:

## 8.3.1 pour la Défense:

Département d'Etat-major Opérations et Entraînement  
Division Support/Budget et Finances  
Quartier Reine Elisabeth  
Rue d'Evere, 1  
1140 BRUXELLES  
Tel: 02/441.71.27

## 8.3.2 pour la Justice:

Liste avec les autorités judiciaires (greffes) : voir App 1 et adresse de facturation sur le bon de commande

En cas d'appel :  
Direction générale de l'Organisation Judiciaire  
Service Frais de Justice  
Boulevard de Waterloo 115  
1000 Bruxelles  
Tel : 02/552.27.23  
Fax : 02/552.27.76

## 8.2.3 pour l'Intérieur:

Police Fédérale  
Direction de la logistique  
DLCoord/Budget et comptabilité  
Avenue de la couronne 145A  
1050 Bruxelles  
Tel : 02/642.64.06

Les points de contact mentionnés dans le présent article peuvent être modifiés, par envoi de courrier entre parties, contre accusé de réception.

Liste avec les autorités judiciaires (greffes)

Provincie	Adres
Antwerpen	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Turnhout, Correctionele griffie Kasteelplein 1 2300 Turnhout
	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Antwerpen, Correctionele griffie Bolivarplaats 20 bus 1 2000 Antwerpen
	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Mechelen, Correctionele griffie Keizerstraat 20 2800 Mechelen
Brussel NL	Nederlandstalige Rechtbank van eerste aanleg Correctionele griffie Wolstraat 25 1000 Brussel
Bruxelles FR	Tribunal Francophone de première instance Greffes Correctionnel Palais de Justice Place Poelaert 1 1000 Bruxelles
Eupen	Tribunal de première instance Eupen Greffes correctionnel Rathausplatz 8 4700 Eupen
Hainaut	Tribunal de première instance Hainaut Division Mons, Greffe correctionnel Rue de Nimy 35 7000 Mons
	Tribunal de première instance Hainaut Division Tournai, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 5 7500 Tournai
	Tribunal de première instance Hainaut Division Charleroi, Greffe correctionnel Palais de Justice Avenue General Michel 6000 Charleroi
Leuven	Rechtbank van eerste aanleg Leuven Correctionele griffie Smoldersplein 5 3000 Leuven
Liège	Tribunal de première instance Liège Division Liège, Greffe correctionnel Rue de Bruxelles 2/0003 4000 Liège
	Tribunal de première instance Liège Division Verviers, Greffe correctionnel Rue du Tribunal 4 4800 Verviers
	Tribunal de première instance Liège Division Huy, Greffe correctionnel Nouveau Palais de Justice Quai D'Arona 4 4500 Huy

Limburg	Rechtbank van eerste aanleg Limburg Afdeling Tongeren, Correctionele griffie Piepelpoel 10 3700 Tongeren
	Rechtbank van eerste aanleg Limburg Afdeling Hasselt, Correctionele griffie Parklaan 25 bus 2 3500 Hasselt
Luxembourg	Tribunal de première instance Luxembourg Division Marche-en-famenne, Greffe correctionnel Rue Victor Libert 9 6900 Marche-en-Famenne
	Tribunal de première instance Luxembourg Division Neufchâteau, Greffe correctionnel Place Charles Bergh 1 6840 Neufchâteau
Namur	Tribunal de première instance Namur Division Namur, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 4 5000 Namur
	Tribunal de première instance Namur Division Dinant, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 6 5500 Dinant
Oost-Vlaanderen	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Gent, Correctionele griffie Opgeëistenlaan 401 A 9000 Gent
	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Dendermonde, Correctionele griffie Justitieplein 1 9200 Dendermonde
	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Oudenaarde, Correctionele griffie Bourgondiëstraat 5 9700 Oudenaarde
Waals-Brabant	Tribunal de première instance Brabant-Wallon Division Nivelles, Greffe correctionnel Place Albert 1er 173 1400 Nivelles
West-Vlaanderen	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Ieper, Correctionele griffie Grote Markt 1 8900 Ieper
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Brugge, Correctionele griffie Kazernevest 3 8000 Brugge
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Kortrijk, Correctionele griffie Burg. Nolfstraat 10A 8500 Kortrijk
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Veurne, Correctionele griffie P. Benoîtlaan 2 8630 Veurne